

stände, welche die Glaubwürdigkeit eines einvernommenen Zeugen abzuschwächen geeignet sind, nur dann Rücksicht nehmen, wenn von den Parteien eine sachbezügliche Einrede aufgeworfen wurde, so ist diese Aufstellung angesichts der Bestimmung des § 157 der luzernischen Zivilprozessordnung zum Mindesten keine unzweifelhafte.

5. Ist somit bei Beurtheilung der Beschwerde ohne Weiteres das vom Obergerichte festgestellte Beweisergebnis zu Grunde zu legen, so erscheint dieselbe als unbegründet. Wenn die Rekurrentin behauptet, es verstoße wider die Gewährleistung der Pressefreiheit, daß die Redaktion als verantwortlich sei erklärt worden, trotzdem der Einsender sich genannt und sich für den Prozeß der luzernischen Gerichtsbarkeit unterworfen habe, so ist diese Behauptung aus denjenigen Gründen zurückzuweisen, welche vom Bundesgerichte bereits in seiner Entscheidung in Sachen der Redaktion des „Vaterland“ gegen Wrubel vom 15. Februar 1889 ausgeführt worden sind. Im Uebrigen ist zu bemerken: Das Bundesgericht ist, wie es schon häufig ausgesprochen hat, an sich nicht befugt, zu untersuchen, ob die kantonalen Gerichte mit Recht oder mit Unrecht angenommen haben, es liege mit Rücksicht auf ein eingeklagtes Preßerzeugniß der subjektive und objektive Thatbestand einer nach kantonalem Gesetze strafbaren Injurie vor. Das Bundesgericht kann vielmehr nur prüfen, ob nicht etwa die kantonalen Gerichte den Grundsatz der Pressefreiheit dadurch verletzten, daß sie eine offenbar berechnete, kein Rechtsgut verletzende Meinungsäußerung, etwa weil dieselbe eine der Regierung oder der herrschenden Partei mißliebige, scharfe, sachliche Kritik öffentlicher Mißstände enthält, in mißbräuchlicher Anwendung des Strafgesetzes mit Strafe belegt haben. Nun ist im vorliegenden Falle, nach dem vom Obergerichte festgestellten Beweisergebnisse, ja richtig, daß die Angriffe des eingeklagten Artikels auf die Führung des Waisenhauses zu Sarnen keineswegs völlig unbegründet, sondern theilweise, in Einem, nicht unerheblichen, Punkte, thatsächlich begründet waren. Allein der eingeklagte Artikel enthält eben nicht nur diese begründete Klage, sondern noch eine Reihe anderweitiger Auslassungen, und wenn nun das Obergericht in diesem anderweitigen Inhalte des Artikels den Thatbestand einer Verleumdung gefunden hat, so kann darin

eine Verfassungsverletzung nicht erblickt werden. Es ist vielmehr jedenfalls nicht unmöglich, z. B. in der Audeutung der eingeklagten Korrespondenz, die „Dorfmagnaten“, welche Mitglieder der Aufsichtsbehörden seien, möchten die im Waisenhause herrschenden Mißstände in Folge von Geschenken, die sie aus dem Waisenhause erhielten, übersehen haben, eine Verleumdung der klagenden Gemeinderathsmitglieder zu finden. Derartige unbegründete Verdächtigungen gehen offenbar über das Gebiet bloß sachlicher, erlaubter Kritik hinaus.

5. Wenn sich schließlich die Rekurrentin noch über die Kostenüberbindung beschwert hat, so ist nicht einzusehen, inwiefern hierin eine Verfassungsverletzung sollte liegen können, um so weniger, als ja das Obergericht dem Umstande, daß der Wahrheitsbeweis theilweise gelungen ist, bei seiner Kostenbestimmung Rechnung getragen hat. Es mag allerdings bedauerlich erscheinen, daß im vorliegenden Falle die Kosten zu einem mit der Wichtigkeit der Sache in gar keinem Verhältnisse stehenden Betrage angewachsen sind. Allein von einer Verfassungsverletzung kann doch deshalb offenbar nicht die Rede sein, zumal beide Parteien durch die Weitschichtigkeit ihrer Beweisführung zu diesem Ergebnisse in gleicher Weise beigetragen haben.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Die Beschwerde wird als unbegründet abgewiesen.

IV. Gerichtsstand. — Du for.

1. Gerichtsstand des Wohnortes. — For du domicile.

11. *Arrêt du 12 avril 1889 dans la cause Meyer-Roulet.*

Par ordonnance du 1^{er} Décembre 1888, le président du Tribunal civil de Genève a autorisé dame veuve Meyer née Degen et ses deux filles à assigner par devant ce tribunal son fils Charles Meyer et l'épouse du dit, Fanny-Elisa-Louise Meyer, née

Roulet, en paiement de la somme de 4000 fr. et accessoires.

Par écriture du 10 du même mois, la dame Meyer a recouru au Tribunal fédéral, concluant à ce qu'il lui plaise prononcer, en application de l'art. 59 de la constitution fédérale, que la dite citation et tout acte de procédure qui s'ensuivra sont nuls et de nul effet comme contraires à l'article précité.

A l'appui de cette conclusion, la recourante expose qu'elle est domiciliée à Lausanne depuis plus de deux ans, qu'elle y possède des immeubles et y paie ses impôts et que, séparée de biens d'avec son mari, elle a repris l'administration de son patrimoine.

Dans leur réponse, la veuve Meyer-Degen et consorts concluent à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral rejeter le recours : le mari de la recourante est domicilié à Genève rue Petitot N° 3 : la dite recourante est Française par le fait de son mariage. Or la femme française ne peut avoir d'autre domicile que celui de son mari (C. C. 108), lors même qu'en fait elle se refuserait à habiter avec lui. Il est, à cet égard, indifférent que le régime matrimonial des époux soit celui de la séparation de biens. La femme, même séparée de biens, ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari. Dans le cas particulier, la recourante ne justifie pas même de l'autorisation maritale pour protester contre le jugement dont est recours, ou qu'à défaut de cette autorisation refusée par le mari, elle ait obtenu celle de la justice. (Art. 215 et 218 Code civil français.)

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1° Il s'agit dans l'espèce incontestablement d'une réclamation personnelle et il est également incontesté que la recourante est solvable. Le sort du recours est donc lié à la question de savoir si à la date de l'ordonnance du président du Tribunal civil de Genève, la dame Meyer-Roulet devait être considérée comme domiciliée dans cette ville.

A cet égard, c'est à tort que la recourante estime avoir un autre domicile légal que son mari, par le motif qu'elle vit séparée de biens et de fait. Cette double circonstance, pas plus que celle qu'elle possède des biens à Lausanne et qu'elle y

paie des impôts, n'empêche qu'elle ne soit domiciliée de droit avec son mari; en d'autres termes, c'est le domicile du mari qui doit être envisagé comme le domicile commun des époux. Le sieur Meyer-Roulet est citoyen français et l'art. 103 du code civil de son pays, lequel lui est applicable, statue, conformément d'ailleurs aux dispositions des lois fédérale et cantonale sur la matière, que la femme mariée n'a d'autre domicile que celui de son mari, et ce principe ne souffre pas d'exception en cas de séparation de biens et de fait; même dans ce cas, le mari reste le chef de la communauté et la femme n'exerce la libre administration de ses biens propres que moyennant certaines restrictions.

2° Il y a donc lieu de rechercher où se trouvait le domicile du sieur Meyer-Roulet à la date du 1^{er} Décembre 1888. De l'aveu même de celui-ci, il a habité à Lausanne avec sa femme jusqu'au 1^{er} septembre précédent; il s'est rendu alors à Genève, où il obtint d'abord une carte provisoire de séjour dès le 25 Octobre au 25 Novembre de la même année, carte qu'il échangea, le 27 contre un permis de séjour, indiquant sa demeure rue Petitot N° 3, 3^e étage. Ce n'est que le 21 Février 1889, que ce permis de séjour fut converti en un permis d'établissement par Meyer dans l'intention d'ouvrir une boucherie; il avait déjà été précédemment, soit du 24 Mars 1886 au 4 Mars 1887, au bénéfice d'un permis d'établissement à Genève, à l'expiration duquel il avait retiré ses papiers de légitimation.

Il résulte, en outre, d'une déclaration du Département de Justice et Police du canton de Genève, figurant au dossier, que Meyer, en prenant son permis de séjour le 27 Novembre 1888, a déclaré ne vouloir séjourner dans cette ville que pendant trois mois.

3° Il résulte des circonstances de fait énumérées ci-dessus que c'est à partir de Février 1889, époque à laquelle Meyer a sollicité et obtenu de nouveau un permis d'établissement en lieu et place de son permis de séjour, qu'il a eu l'intention de fixer son domicile à Genève d'une manière durable pour y fonder un commerce: il est établi que cette intention n'exis-

tait pas à la date du 1^{er} Décembre 1888. Dans cette situation, le sieur Meyer ne saurait être considéré comme ayant eu alors son domicile légal dans cette localité, puisqu'un pareil domicile n'est pas constitué par le fait de la seule habitation dans un lieu, mais qu'il suppose de plus nécessairement l'intention, de la part de celui qui y séjourne, d'en faire le centre de ses affaires et son établissement principal. Au 1^{er} Décembre 1888 donc, le sieur Meyer ne saurait être réputé avoir transféré son domicile de Lausanne à Genève dans le sens légal et constitutionnel du terme, et c'est dès lors à Lausanne que la dame Meyer-Roulet eût dû être recherchée pour la réclamation personnelle dont il s'agit.

4° Les questions de savoir si la recourante est débitrice solidaire, avec son mari, de la somme réclamée, ou si cette valeur n'est due que par l'un des époux, touchent au fond de la cause et ne sauraient être abordées à propos du recours actuel de droit public, uniquement interjeté ensuite d'une violation de la garantie du for prévu à l'art. 59 de la Constitution fédérale.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral
prononce :

Le recours est admis, et l'ordonnance du Président du Tribunal civil de Genève du 1^{er} Décembre 1888, autorisant l'assignation de la recourante devant ce tribunal, est déclarée nulle et de nul effet.

12. Urtheil vom 7. Juni 1889
in Sachen Werder.

A. Jakob Werder, von Hünenberg, Kantons Zug, kaufte im Jahre 1887 den Gasthof zum Schwanen in Sursee; zunächst betrieb er denselben indeß nicht selbst, sondern verpachtete ihn und bewarb persönlich den „Burenhof“ in Kleindietwyl, Kantons Argau, wo er wohnen blieb. Auf Mitte April oder Anfang

Mai 1888 wurde das Pachtverhältniß über den Gasthof zum „Schwanen“ gelöst und es wurde von da (Anfang Mai 1888) an der Gasthof auf Rechnung des Eigenthümers betrieben. Durch eine am 13. Juli 1888 eingereichte Klageschrift belangte Michael Amlehn, in Sursee, den J. Werder beim Bezirksgerichte Sursee, in Erneuerung einer frühern wegen Unzuständigkeit des Gerichtes rechtskräftig zurückgewiesenen Klage, auf Haltung eines am 3. Juni 1887 abgeschlossenen Pachtvertrages über den genannten Gasthof zum Schwanen, eventuell auf eine Entschädigung von 5200 Fr. sammt Zins. Der Beklagte bestritt vermittelst uneinläßlicher Antwortschrift (eingereicht am 2. August, der Gegenpartei zugestellt am 7. August 1888) abermals die Zuständigkeit des Gerichtes, weil es sich um eine persönliche Klage handle und er seinen Wohnsitz in Kleindietwyl, Kantons Argau habe. Die erste Instanz, Bezirksgericht Sursee, sprach diese Einrede zu, das Obergericht des Kantons Luzern dagegen wies dieselbe durch Entscheidung vom 7. Februar 1889 ab, indem es ausführte: Es komme darauf an, wo der Beklagte am 13. Juli 1888, im Momente der Klageeinreichung, sein Domizil gehabt habe. Nun habe allerdings der Beklagte eine Bescheinigung des Gemeinderathes von Kleindietwyl beigebracht, wonach er mit seiner Familie bis zum 3. August 1888 daselbst gewohnt und erst am 3. August mit Familie und Inventar nach Sursee gezogen sei, und es sei demgemäß anzunehmen, daß er allerdings zur Zeit der Klageanhebung in Kleindietwyl domizilirt gewesen sei. Allein es liege hier der Fall eines Doppeldomizils vor. Denn, nach einer Bescheinigung des Stadtmanns von Sursee vom 8. Mai 1888, habe Beklagter schon zu dieser Zeit die Tavernenwirtschaft zum Schwanen in Sursee persönlich betrieben; es gehe ferner das Vorhandensein eines Geschäftsdomizils in Sursee aus zwei im „Luzerner Landboten“ vom 8. und 9. Juni 1888 enthaltenen Inseraten hervor, in welchen der Beklagte als Eigenthümer die Wirtschaftseröffnung des Gasthofes zum Schwanen auf 10. Juni ankündige und sein Geschäft bestens empfehle. Es sei anzunehmen, Werder habe zur Zeit der Einreichung der Klage den „Schwanen“ auf eigene Rechnung betrieben.

B. Gegen diese Entscheidung beschwert sich J. Werder im Wege